

**Le gouvernement a choisi la violence contre les GJ : ce sera donc le chaos !**



Depuis le 17 novembre, le gouvernement a clairement affiché le choix délibéré de la répression ultra-violente du mouvement de contestation populaire des Gilets Jaunes.

Malgré la censure, les images prises sur le fait et immédiatement diffusées sur les réseaux sociaux l'ont quotidiennement démontré de manière aveuglante : la violence de la répression policière qui s'opère en France depuis plusieurs semaines est totalement inédite dans un pays occidental. Les images qu'on a pu voir renvoient à celles vues dans les pays totalitaires d'Amérique Latine au tournant des

années 70. Cela a d'ailleurs été largement relevé par la presse internationale, commenté par les chefs d'État de pays étrangers, signalé par plusieurs organisations de défense des droits de l'homme et par de nombreux avocats en France. Il se trouve même des membres des forces de l'ordre pour témoigner de manière anonyme du caractère illégal des consignes données.

Les tirs tendus en pleine face sur des personnes désarmées (souvent des jeunes femmes qui s'en trouveront éborgnées et défigurées à vie) ne peuvent pas être des "balles perdues". En effet, les lanceurs de balles en caoutchouc sont équipés d'organes de visée optique dernier cri et on voit clairement que les tireurs prennent largement le temps d'épauler et d'ajuster. Plusieurs vidéos le démontrent. Pareillement, le matraquage sauvage de personnes souvent âgées, à l'arrêt et les bras levés, relève de la barbarie.

Enfin, le grenadage préventif, l'usage de grenades vulnérantes contenant du TNT et le gazage de manifestants désarmés et jusque-là pacifiques ne peuvent avoir d'autre effet que de déclencher le cycle de la violence. C'est exactement ce qu'on a pu voir lors de cette séquence parisienne où un motard voltigeur, pris de panique autant que de haine, s'est autorisé à pointer son arme sur des gens. Il en va de même de l'exhibition injustifiée de blindés et de l'usage de canons à eau sur des gens ne représentant strictement aucun danger. Tout cela est disproportionné et témoigne de la perte de raison d'un pouvoir pris de panique.

On n'en fera pas la description exhaustive, mais tout le monde a pu voir la férocité aveugle et sadique de la répression ; ainsi que les provocations policières visant à enclencher le cycle de la violence pour justifier la répression et jeter le discrédit sur les Gilets jaunes.

Par ailleurs, on a pu voir les habituels casseurs à la manœuvre en toute liberté. On a pu voir chaque samedi les zadistes, antifas, autonomes, groupes anarchistes ultra-violents, black blocs et autres s'allier à la racaille de

banlieue, les uns selon leur habitude maintenant bien rodée pour casser et mettre le feu au centre des métropoles, les autres pour se livrer au pillage. Chaque fois, on a entendu les responsables et jusqu'au ministre nous expliquer qu'ils n'y pouvaient rien et même qu'il était de la responsabilité des Gilets jaunes de gérer leur propre service d'ordre.

Or, casseurs et pillards se distinguent nettement des Gilets jaunes, les forces de l'ordre les connaissent parfaitement et savent parfaitement les identifier dès leur entrée en ville et même au milieu des manifestants. Pourtant, les faits se sont déroulés en toute impunité sous l'œil des caméras, les images ont été largement diffusées en temps réel par les chaînes d'information en continu ; accompagnées de commentaires visant à créer l'amalgame entre les casseurs, la racaille et les Gilets jaunes. On a également pu voir des policiers en civil descendre de véhicules officiels, se mêler aux casseurs et agir de concert avec eux. Les casseurs et les pillards ont été clairement laissés libres d'agir afin de jeter l'opprobre sur le mouvement. Il s'agit là d'une manipulation irresponsable dont les conséquences ont été durement ressenties par les commerçants dans le centre des grandes villes. Le gouvernement en porte seul la responsabilité.

Dans le même temps, les Gilets jaunes étaient arrêtés en rase campagne, certains même empêchés de monter dans les trains et leurs bus retenus arbitrairement.

Clairement, les responsables de la brutalité policière, de la casse et des pillages en ville, tout comme de l'enclenchement du cycle de la violence sont : MACRON, CASTANER et NUNEZ, auxquels il faut adjoindre BELLOUBET, qui s'est autorisée à donner des consignes de sévérité extrême aux magistrats.

Nous le leur disons avec la plus grande solennité, par leur attitude irresponsable, ils nous font tous courir le risque de la violence armée et de la guerre civile.

Il y a 4,5 millions d'armes détenues légalement par les

particuliers en France et, d'après les chiffres officiels, 6 millions d'armes non déclarées.

Il ne faudrait pas qu'un jour le grand-père, le père ou l'oncle d'une jeune fille éborgnée par un tir tendu en pleine face soit, par hasard, atteint d'un cancer ou d'une autre maladie incurable. Il ne faudrait pas qu'un homme désespéré et ivre de colère décide de se venger et de décrocher sa carabine ou son fusil de chasse pour aller exercer lui-même une justice expéditive. Il ne faudrait pas qu'un homme bafoué aille abattre directement, pour l'exemple, le premier élu de LREM dans son canton, sa commune ou son département. Ce serait alors un précédent qui pourrait ouvrir une séquence que personne ne souhaite. Nous en sommes déjà à 10 morts et ces morts sont tous des Gilets jaunes. Aucun automobiliste, aucun routier, aucun membre des forces de l'ordre, aucun élu parmi les victimes, seulement des manifestants pacifiques le plus souvent écrasés. Pourtant, comble de la perversité, le gouvernement renverse la charge accusatoire et tente de faire croire que la mort des Gilets jaunes serait de la responsabilité des Gilets jaunes.

Le gouvernement et la presse ont pris le parti de donner un quasi-permis de tuer aux forces de l'ordre. Ils l'ont exprimé avec la plus grande clarté dès les premiers jours des manifestations, en justifiant la violence policière armée par la légitime défense contre des gens, eux, désarmés. Par extension, et par la haine qu'ils ont attisée, ils ont autorisé une partie de la population à se prendre pour des justiciers et à tuer des innocents en fonçant dans la foule. C'est exactement ce qui s'est vu, sans qu'aucune condamnation n'ait été prononcée par les politiques au pouvoir. Il est miraculeux qu'il n'y ait eu, pour le moment, que 10 morts. En effet, de nombreux drames ont été évités, j'ai moi-même assisté à plusieurs scènes de véhicules fonçant dans la foule sur des ronds-points ou à des péages d'autoroute.

Attention, Messieurs du gouvernement, vous êtes allés trop

loin dans la manipulation, dans l'enclenchement de la haine et de la violence contre la partie ultra-majoritaire du peuple de France qui vous rejette et exige votre départ. Vous avez délibérément placé le pays en état d'excitation extrême. Vous avez rendu fous les membres des forces de l'ordre que vous continuez à exciter, vous avez rendu fous certains furieux qui sont devenus des meurtriers, vous avez autorisé les casseurs et autres pillards à exercer en toute liberté pour discréditer les manifestants. Vous avez placé le pays au bord du gouffre.

Messieurs MACRON, CASTANER, NUNEZ et Madame BELLOUBET, si vous prétendez défendre les institutions, retirez-vous, libérez le pouvoir. Le peuple vous rejette. Vous le savez, vous ne pouvez plus aller nulle part en France sans vous faire huer. Vous avez cristallisé sur vous un rejet jamais vu depuis la fin de la guerre.

Ne tentez pas de vous sauver en précipitant définitivement le pays dans le chaos.

**Martin Moisan**